

## MENTIONS LÉGALES

### 1. Éditeur du site

Le site <http://www.artimbale.fr> est édité par :

Artimbale SAS

Forme juridique : Société par Actions Simplifiée (SAS)

Siège social : 59 avenue Félix Faure, 69003 Lyon – France

SIRET : 982 366 015 00013

Directrice de la publication : Ludivine Génin

Email : [artimbale@gmail.com](mailto:artimbale@gmail.com)

### 2. Hébergeur

Le site est hébergé par :

OVH

SAS au capital de 10 174 560 €

Siège social : 2 rue Kellermann, 59100 Roubaix – France

Téléphone : 1007

Site web : [www.ovh.com](http://www.ovh.com)

### 3. Propriété intellectuelle

L'ensemble des contenus présents sur le site artimbale.fr (textes, images, illustrations, graphismes, logos, vidéos, icônes, sons) est la propriété exclusive de Artimbale SAS, sauf mention contraire.

Toute reproduction, représentation, modification ou adaptation, totale ou partielle, sans autorisation écrite préalable est interdite.

#### **4. Données personnelles**

Les données personnelles collectées via le site (formulaires de contact) sont utilisées uniquement pour répondre aux demandes des utilisateurs et améliorer les services.

Conformément au RGPD, l'utilisateur dispose de droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de limitation et de portabilité.

Toute demande peut être adressée à : artimbale@gmail.com

Une réclamation peut être déposée auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

#### **5. Cookies**

Le site peut utiliser des cookies à des fins de mesure d'audience et d'amélioration de l'expérience utilisateur.

L'utilisateur peut refuser les cookies via les paramètres de son navigateur.

#### **6. Responsabilité**

Artimbale SAS ne saurait être tenue responsable des erreurs ou omissions présentes sur le site.

L'utilisation du site se fait sous la responsabilité exclusive de l'utilisateur.

#### **7. Liens hypertextes**

Le site peut contenir des liens vers des sites tiers. Artimbale SAS n'exerce aucun contrôle sur ces sites.

#### **8. Droit applicable**

Les présentes mentions légales sont soumises au droit français.